

SURIS RÉPUBLICAIN

► La hausse de la participation au second tour a permis de faire barrage au FN, qui fait néanmoins le plein de voix, avec un record de 6,8 millions de suffrages

► En gagnant sept régions, Les Républicains n'effacent pas la montée du FN

► La gauche évite la déroute et l'emporte dans cinq régions. Hollande n'envisage ni remaniement ni changement de cap

► LIRE PAGES 2 À 15 ET NOTRE CAHIER RÉSULTATS

ÉDITORIAL

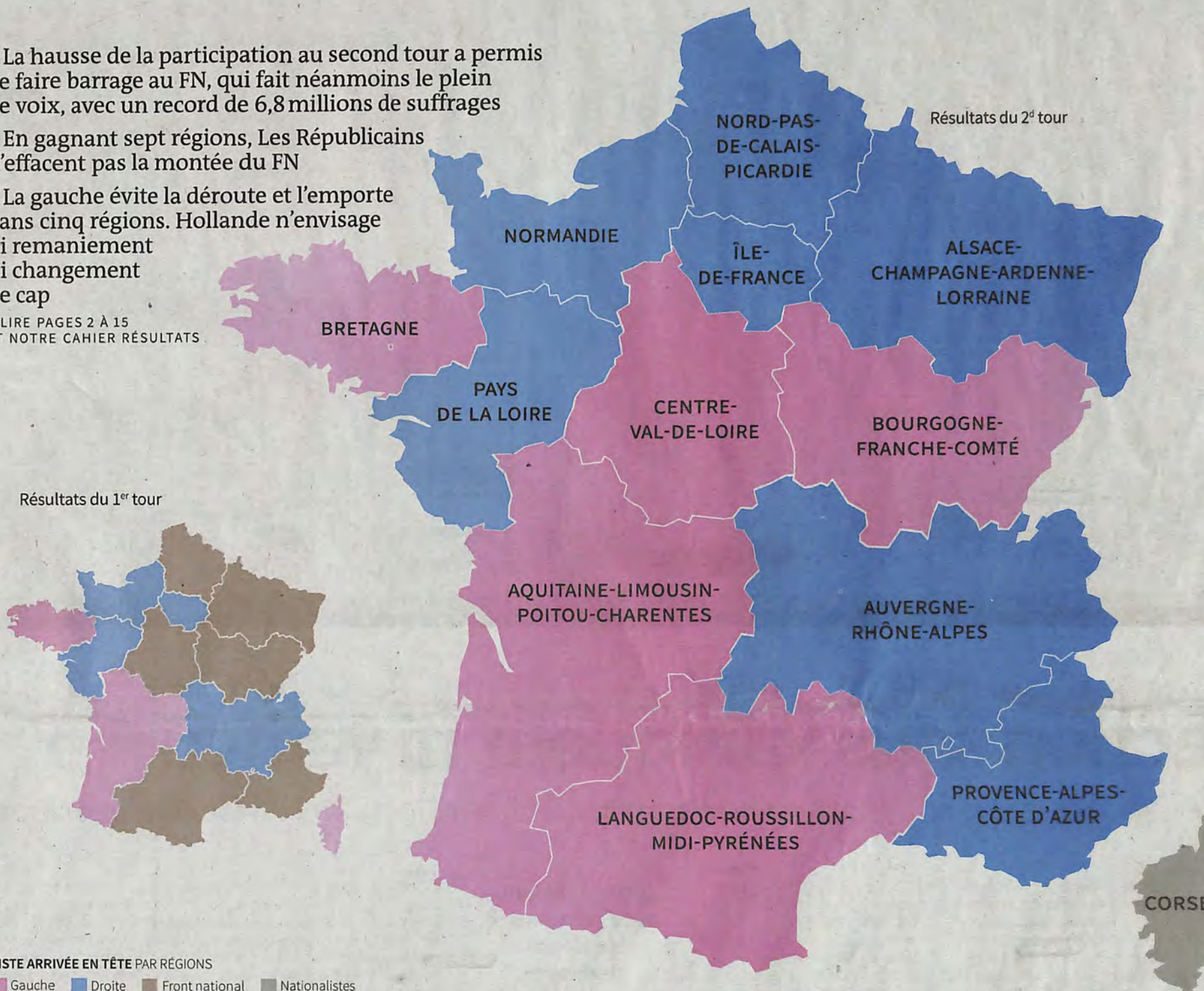
PAR JÉRÔME FENOGLIO

AGIR AVANT LA CATASTROPHE

Le sursaut est à la hauteur du danger : un regain de participation, d'une ampleur très rare parmi les élections à deux tours de la V^e République, a empêché, dimanche 13 décembre, la conquête de plusieurs conseils régionaux par un Front national qui n'a jamais, de toute son histoire, totalisé autant de voix. Le refus a succédé au rejet : les électeurs de partis traditionnels, de droite et de gauche, ont une nouvelle fois mêlé leurs suffrages pour résister à une formation d'extrême droite qui prospère en les renvoyant dos à dos, en les dénigrant en bloc.

Au lendemain du second tour, ces va-et-vient symétriques et ces mouvements mécaniques pourraient rassurer, comme si la vieille horlogerie électorale des trente dernières années continuait, vaillamment, de fonctionner, comme si l'heure du Front national était vouée à ne jamais arriver. De fait, ils inquiètent tout autant qu'au soir du premier. Parce qu'ils cachent de plus en plus mal à quel point notre machinerie démocratique est grippée et, surtout, parce qu'ils entretiennent le risque que personne ne se soucie de la réparer avant qu'elle achève de se désintégrer.

► LIRE LA SUITE PAGE 32



LISTE ARRIVÉE EN TÊTE PAR RÉGIONS

■ Gauche ■ Droite ■ Front national ■ Nationalistes

CLIMAT UN ACCORD HISTORIQUE MAIS FRAGILE À LA COP21

L'accord historique de Paris, scellé, samedi 12 décembre, par 195 pays à la 21^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) est, après vingt ans de négociations, le premier accord universel de lutte contre le réchauffement. Il prévoit de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale « bien au-dessous de 2 °C de réchauffement par rapport à la période préindustrielle » et de tenter de la limiter à 1,5 °C. « Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de coopération mondiale sur une des questions les plus com-

plexes auxquelles l'humanité s'est confrontée », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Les pays du Nord ont admis être historiquement responsables de la dégradation et s'engagent, dès 2020, à une contribution financière plancher de 100 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement.

L'objectif de 1,5 °C semble irréaliste et l'accord pêche cependant par l'absence d'objectifs chiffrés à long terme. Il doit encore être ratifié par au moins 55 pays pour entrer en vigueur. ■

► LIRE PAGES 16-17

UN DES PLUS GRANDS FILMS DE L'ANNÉE.

TÉLÉRAMA



GABRIEL BYRNE ISABELLE HUPPERT JESSE EISENBERG

BACK HOME

APRÈS OSLO, 31 AOÛT. LE NOUVEAU FILM DE JOACHIM TRIER

arte STUDIO ELLE ACTUELLEMENT

LE REGARD DE PLANTU

Week-end sanglant à Bujumbura INTERNATIONAL

Après les attaques de rebelles opposés au président Pierre Nkurunziza, Bujumbura s'est transformée en champ de bataille. La capitale du Burundi a ensuite été le théâtre d'une répression sanglante. Quelque 200 jeunes ont été rafiés par les forces de l'ordre et des dizaines de cadavres abandonnés dans les rues avant d'être enlevés ou enterrés à la va-vite dans des fosses communes. Le département d'Etat américain a appelé ses ressortissants à « partir aussi rapidement que possible ». ■

► LIRE PAGE 18

Y'A RIEN À FAIRE!...
ON N'A PAS D'ALLIÉS!

OH!
À PART
28% DES
FRANÇAIS!



PLANTU

UK price £ 1,90

M 00147 - 1215 - F - 2,20 €



A Rouvroy (Pas-de-Calais), le 13 décembre. OLIVIER TOUROP
DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Une élection sans vainqueur ni vaincu

Les bons scores de la gauche et de la droite cachent leurs fragilités, l'échec du FN au second tour masque sa force

La droite a gagné, mais elle aurait tort de fanfaronner. La gauche sauve la face, mais elle n'a pas de quoi triompher. Le Front national subit un revers, mais il n'a jamais été aussi puissant. Curieux résultat que celui de ces élections régionales ! Un scrutin sans vainqueur ni vaincu, où chaque camp semble trouver son compte sans pouvoir claironner pour autant. Un scrutin paradoxal, à l'image d'une France pectriée de contradictions et capable, d'un dimanche à l'autre, de montrer deux visages radicalement différents : celui, au premier tour, d'un pays prêt à placer l'extrême droite aux portes du pouvoir, et celui, au second, d'un pays cette fois déterminé à lui barrer la route de façon résolue.

C'est à droite, du moins en apparence, que les choses sont les plus simples. Sept régions sur les treize que compte la métropole tombent dans son escarcelle et, parmi elles, les trois plus peuplées que sont l'Île-de-France, le Nord-Pas-

de-Calais-Picardie et Auvergne-Rhône-Alpes. Au vu des résultats du premier tour, cela tient presque du miracle : au soir du 6 décembre, seuls les Pays de la Loire semblaient acquis à la droite et nul n'imaginait que celle-ci, une semaine plus tard, redeviendrait majoritaire dans plus de la moitié des régions.

Pour Nicolas Sarkozy, cette victoire à l'arraché était inespérée. Il y a une semaine, ceux qui dans son camp voulaient sa peau attendaient le second tour avec une joie maligne pour sortir les couteaux. « Si le Front national emporte une région, ce serait un échec pour nous », sous-entendu d'abord pour M. Sarkozy, avaient ainsi prévenu Bruno Le Maire et Alain Juppé. Les voilà désormais privés d'un argument de poids pour contester le leadership de leur rival. Reste que celui-ci aurait tort de se sentir renforcé par l'issue du scrutin : pour l'ancien chef de l'Etat, les motifs d'inquiétude l'emportent sur les raisons d'espérer.

D'abord, parce que le poids relatif de la droite a rarement été aussi faible. Dimanche 6 décembre, Les Républicains et leurs alliés de l'UDI et du MoDem n'ont obtenu que 27,33 % des voix. C'est trois points de moins que le score obtenu par l'UMP et les centristes aux régionales de 2010 et neuf points de moins qu'à celles 2004. De ce point de vue, le second tour ne doit pas masquer le premier : dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Xavier Bertrand et Christian Estrosi ne l'ont emporté que parce que les électeurs de gauche ont massivement voté pour eux afin de faire barrage au FN. Elus par défaut, ils ne sont pas là par désir de droite mais par rejet de l'extrême droite.

En face, la gauche n'est guère mieux lotie, mais pour d'autres raisons. Bien sûr, le résultat de dimanche a, pour elle, quelque chose de miraculeux. Il y a encore quelques semaines, chacun s'attendait à ce qu'elle subisse un re-

Le FN se retrouve avec un nombre de sièges dérisoire au regard du nombre de voix de ses candidats

vers comparable à celui de la droite aux régionales de 2004 et de 2010. A l'époque, le Parti socialiste avait quasiment réalisé le grand chelem. Cette fois, malgré l'impopularité du gouvernement, les Républicains n'ont qu'un peu plus de la moitié des régions.

« Succès sans joie », a commenté, dimanche soir, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. L'expression est assez juste. Car oui, comment la gauche peut-elle avoir le sourire aux lèvres quand elle n'a plus un seul conseiller régional en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, bastion de la culture ouvrière et socialiste ? Comment le PS peut-il pavaner quand, au premier tour, il ne pèse plus que 23 % des suffrages ? Comment la gauche peut-elle être se-reine quand l'ensemble de ses composantes dépasse à peine les 37 % ? Pas plus qu'à droite il n'y a aujourd'hui de dynamique à gauche. Et, comme pour la droite, le pire pour elle serait de se laisser griser par ce qui n'est qu'une résistance de façade. Autrement dit de remettre à plus tard l'examen de conscience posé par la seule question qui vaille : comment la gauche peut-elle continuer à gouverner dans un pays dont les deux tiers des électeurs votent pour la droite ou l'extrême droite ?

Reste le FN. Là aussi, le second tour ne doit pas faire illusion. Car

le sursaut républicain, bien réel entre les deux tours, accouche d'une carte de France en trompe-l'œil. Une France aux deux couleurs, teintée ici de bleu et là de rose. Une France où les deux camps qui se partagent le pouvoir depuis 1958 continuent de rester hégémoniques. Une France rassurante, peut-être, mais une France irréaliste. Car cette France du sursaut républicain est aussi une France où le Front national a dépassé dimanche son nombre record de voix. Une France où, en l'espace de cinq ans, le parti d'extrême droite a triplé le nombre de ses conseillers régionaux, ceux-ci passant de 118 à 358. Aucun autre parti ne peut en dire autant.

Semblant d'unité

Alors oui, le FN a certes raté son objectif, Marine Le Pen n'a pas remporté la victoire qui, à dix-sept mois de la présidentielle, lui aurait offert cette assise locale sans laquelle il est si difficile, en France, de se rêver un destin national. Mais tout de même : comment parler d'échec quand un parti élargit son assise électorale d'élection en élection, comme c'est le cas du FN qui, entre le premier tour des départementales et le premier tour des régionales, donc en moins d'un an, a gagné plus de deux points ? Comment parler d'échec quand ce parti, il y a une semaine, est arrivé en tête dans six régions sur treize ? Comment parler d'échec quand, au premier tour, il s'impose comme la première force d'opposition face à la gauche, devant la droite parlementaire ?

Aujourd'hui, une fois de plus, l'écosystème politique traditionnel résiste. Comme ce fut le cas aux législatives, aux municipales et aux départementales, le FN se retrouve au final avec un nombre

de sièges dérisoire au regard du nombre de voix qui se sont portées sur ses candidats. De ce phénomène, deux lectures sont possibles. La première consiste à pointer la résistance des institutions et d'une organisation électorale qui empêchent un parti comme celui de M^{me} Le Pen de s'imposer comme une force de second tour, autrement dit d'apparaître comme un parti crédible pour l'exercice du pouvoir.

La seconde lecture consiste à l'inverse à regarder sa marge de progression. A constater que, plus que jamais, ce parti est au centre du jeu politique, qu'il est devenu celui dont les thématiques principales – l'insécurité et l'immigration – se sont imposées au cœur des débats, qu'il est l'adversaire que la droite redoute le plus et que la gauche a le plus d'intérêt à mettre en avant pour se ressouder en retrouvant un semblant d'unité.

Contrairement à ce que laissait augurer un second tour plus ouvert et incertain que jamais, ce scrutin régional n'aura donc pas été le tremblement de terre que d'aucuns imaginaient. Dimanche 13 décembre, la France retenait son souffle et s'apprêtait à voir deux, trois voire quatre régions basculer pour la première fois dans l'escarcelle du Front national. Elle s'est réveillée lundi avec le sentiment de s'être fait peur pour rien, de retrouver ses vieux repères après avoir imaginé faire un saut dans l'inconnu.

A dix-sept mois de la présidentielle, nul ne peut pourtant dire quel camp tirera profit de ce scrutin qui peut se résumer à une divine surprise pour la droite, à un lâche soulagement pour la gauche, et à une étrange défaite pour le Front national. ■

THOMAS WIEDER

Résultat du second tour des élections régionales

MÉTROPOLE

Inscrits 43 956 594 Votants 25 726 711 Abstention 41,47 % Blancs ou nuls 4,88 % Exprimés 24 472 418

FAMILLE POLITIQUE

	NOMBRE DE VOIX OBTENUES	SUFFRAGES EXPRIMÉS, EN %	NOMBRE DE SIÈGES
Gauche	7 645 921	31,24	551
dont Parti socialiste	7 263 565	29,68	520
Droite	9 953 549	40,67	789
FN	6 820 109	27,87	358

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



Marine Le Pen (FN), à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). CYRIL BITTON/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »



Florian Philippot (FN), à Metz. SÉBASTIEN BOZON POUR « LE MONDE »



Louis Aliot (FN), à Perpignan. GEORGES BARTOLI/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Le FN échoue à passer l'obstacle du second tour

Le parti d'extrême droite ne remporte aucune région. Il dépasse toutefois son record en voix de 2012

HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS)
- envoyé spécial

Les élections se suivent et se ressemblent pour le Front national. Comme aux départementales, en mars, le parti d'extrême droite a provoqué un choc au premier tour des élections régionales, en obtenant près de 28 % des voix. Mais, une fois encore, le FN a échoué à emporter le moindre exécutif au soir du second tour. La déconvenue subie, dimanche 13 décembre, par le parti de Marine Le Pen redonne de la vigueur à l'analyse sur le supposé « plafond de verre » qui empêcherait le FN, parti fort au premier tour et faible au second, d'accéder aux responsabilités.

La situation, en apparence, était pourtant plus favorable qu'en mars. Qualifié au second tour dans l'ensemble des treize régions métropolitaines, placé en tête dans six régions au premier tour, parfois avec une large avance – 15 points pour Marine Le Pen en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 14 points pour Marion Maréchal-Le Pen en PACA –, le FN se présentait en position de force. Quelques jours avant le premier tour, la présidente du parti ambitionnait d'emporter « quatre ou cinq » régions. Le mode de scrutin proportionnel et la prime majoritaire accordée au parti arrivé en tête offraient au FN la possibilité de gagner, dans le cas d'une triangulaire, sans avoir à dépasser 50 % des voix. Las, cette configuration n'a pas profité aux candidats frontistes. Pas plus que les duels.

Mincés réserves de voix

Florian Philippot, vu comme une des meilleures chances de succès pour le FN, en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, grâce au maintien du socialiste Jean-Pierre Masseret, contre l'avis de son parti, est arrivé loin derrière Philippe Richert, avec 36,08 % des voix, contre 48,40 % pour le candidat du parti Les Républicains. Sa voisine Sophie Montel, arrivée en tête au premier tour en Bourgogne-Franche-Comté, avec une confortable avance, n'a pas non plus profité de la triangulaire, et a échoué en troisième position, deux points derrière la socialiste Marie-Guite Dufay. Certes, les deux candidats frontistes ont vu leurs suffrages progresser respectivement de 23 % et 24 % entre les deux tours, profitant, comme l'ensemble des impétrants, du regain de participation. Mais les réserves de voix paraissent bien minces en comparaison

« Il n'y a jamais de défaites chez nous, on progresse à chaque scrutin »

STEEVE BRIOIS
maire (FN) d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais)

de celles de leurs adversaires droite et de gauche.

M^{me} Le Pen a pu le constater en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, dans son duel face à Xavier Bertrand (Les Républicains). Durant l'entre-deux-tours, la présidente du FN appelait de manière assez vague les abstentionnistes et les « patriotes » à se porter sur son nom. Vaine exhortation, puisque le retrait du socialiste Pierre de Saintignon, au nom du front républicain, lui a été fatal : M^{me} Le Pen s'est inclinée assez nettement contre M. Bertrand (57,77 % contre 42,23 %).

Sa nièce Marion Maréchal-Le Pen n'avait pas la partie plus facile, en PACA, dans son duel contre Christian Estrosi, renforcé par le retrait du PS. La députée du Vaucluse a perdu face au maire de Nice (54,78 % contre 45,22 %), tout en se félicitant d'avoir obtenu « le meilleur score FN de France ». Au Front, tout le monde est logé à la même enseigne, mais chacun s'efforce quand même de tirer son épingle du jeu.

Pour tenter de faire bonne figure, les dirigeants de la formation d'extrême droite martèlent qu'ils se sont battus « seuls contre tous » dans cette campagne. « Ce soir, c'est le mensonge et la calomnie qui l'ont emporté. Nous avons tout le système médiatique, les grands de ce monde, les bien-pensants contre nous », critique Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). « Les partis du système contourment la démocratie », s'agace quant à lui le

maire de Fréjus, David Rachline. Le front républicain, voilà l'ennemi. « Les désistements mutuels ont révélé les liens jusqu'ici occultes de ceux qui partagent le pouvoir pour en jouir », a lancé Marine Le Pen, qui se réjouit de la « clarification » apparente offerte par la situation. « Le premier tour donnait l'impression d'un tripartisme, l'entre-deux-tours a montré qu'il existait un bipartisme », a-t-elle assuré.

Dans cette défaite que personne ne veut nommer, le parti d'extrême droite a des raisons de se réjouir. Il progresse de manière spectaculaire par rapport aux régionales, en 2010, et voit son nombre de conseillers régionaux tripler en l'espace de cinq ans : 118 hier, contre 358 aujourd'hui, selon notre décompte. De quoi permettre de former quelques cadres, dans un parti qui en manque cruellement, et de préparer l'avenir.

6,8 millions de suffrages

Surtout, le FN a fait le plein de voix. Fort de 6,8 millions de suffrages, il dépasse son record enregistré lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (6,4 millions de voix). Une performance remarquable dans le cadre d'une élection intermédiaire qui constitue un socle solide en vue de 2017.

Premier aux européennes, en 2014, puis aux départementales, en mars, le parti confirme sa dynamique enclenchée depuis l'accession de la fille de Jean-Marie Le Pen à la présidence. Cette dernière ne devrait pas couper à la question de la stratégie à adopter pour franchir la barrière du second tour. Mais l'heure n'est pas encore aux remises en cause. « Il n'y a jamais de défaites chez nous, on progresse à chaque scrutin. Nous passons des paliers d'élection en élection, cela prend du temps, mais l'essentiel c'est que la courbe soit ascendante, plaide M. Briois. En 2008, à Hénin, on perd avec 28 % des voix. En 2014, on a gagné dès le premier tour. » ■

OLIVIER FAYE

A Hénin-Beaumont, Marine Le Pen expédie sa défaite

LE DRAPEAU BLEU-BLANC-ROUGE a été relevé pour apparaître dans le champ de la caméra, derrière le pupitre. Il y a une semaine, pour le premier tour, c'était les couleurs de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie qui flottaient en arrière-plan. Marine Le Pen a réuni ses troupes à l'espace François-Mitterrand d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Sans doute une manière de souligner que, dans son esprit, les socialistes appartiennent au passé. La présidente du Front national espère vivre une soirée de triomphe, dimanche 13 décembre, pour le second tour des élections régionales, une de plus. Espoir déçu.

Deux écrans géants retransmettent les chaînes d'info en continu, devant une centaine de militants amorphes. L'annonce des résultats, qui voit l'ensemble des régions échapper au Front national, se fait dans un silence de cathédrale, rompu au bout de quelques secondes par un cri : « Voilà le résultat de la propagande des médias anti-FN, honte ! » Quelques minutes plus tôt, Steeve Briois, le maire FN de la ville, essayait de positiver devant la presse. « Au moins, il n'y a

plus de gauche à la région. » Vingt ans de lutte contre un PS hégémonique dans le bassin minier, ça laisse des traces. Le socialiste Pierre de Saintignon s'est fait hara-kiri en retirant ses listes au second tour pour faire barrage au FN. Avec succès. Xavier Bertrand (Les Républicains) s'impose avec plus de quinze points d'avance sur Marine Le Pen (57,77 % contre 42,23 %).

Tourner la page de 2015

Cette dernière ne traîne pas pour faire son entrée dans la salle, dès 20 h 15. Parler vite, encaisser la défaite, passer à autre chose. La fille de Jean-Marie Le Pen dénonce les « intimidations » et les « infantilisations » dont auraient été victimes les électeurs, ainsi que les « campagnes de calomnies et de diffamation décidées dans les palais dorés de la République » contre son parti. Pour se consoler, la députée européenne souligne à grands traits « la montée inexorable, élection après élection, du courant national », qui voit son score exploser lors de ce second tour : avec 6,8 millions d'électeurs, le FN a battu son record de 6,4 millions de

voix obtenues au premier tour de la présidentielle, en 2012. Pour remobiliser, Marine Le Pen invite enfin ses supporters à rejoindre des « comités bleu marine » aux contours encore flous. Penser à 2017, pour tourner la page de 2015.

La présidente du FN descend de l'estrade et entame une courte déambulation à la rencontre des militants, tout en naturel, avec une vingtaine de caméras et d'appareils photo qui se bousculent sur son dos. Les photographes espèrent attraper « la » photo de Marine Le Pen qui fera la « une » des journaux le lendemain, de préférence avec une mine défaite ou renfrognée. En bonne communicante, la présidente du Front ne cesse de sourire. « Elle est forte, quand même », soupire un photographe. Loin de la cohue, le copieux buffet ne fait pas long feu. Marine Le Pen non plus. Elle disparaît vers 20 h 30, pour ne plus réapparaître. Un an et demi sans élection, jusqu'à la prochaine présidentielle. Le drapeau bleu-blanc-rouge peut attendre tranquillement dans son placard. ■



Un sursaut exceptionnel de mobilisation

L'abstention a reculé de 8,5 points entre les deux tours, soit plus qu'à l'élection présidentielle de 2002

Le second tour des élections régionales, dimanche 13 décembre, a été marqué par un regain de participation qui a empêché le Front national de prendre la tête d'une région.

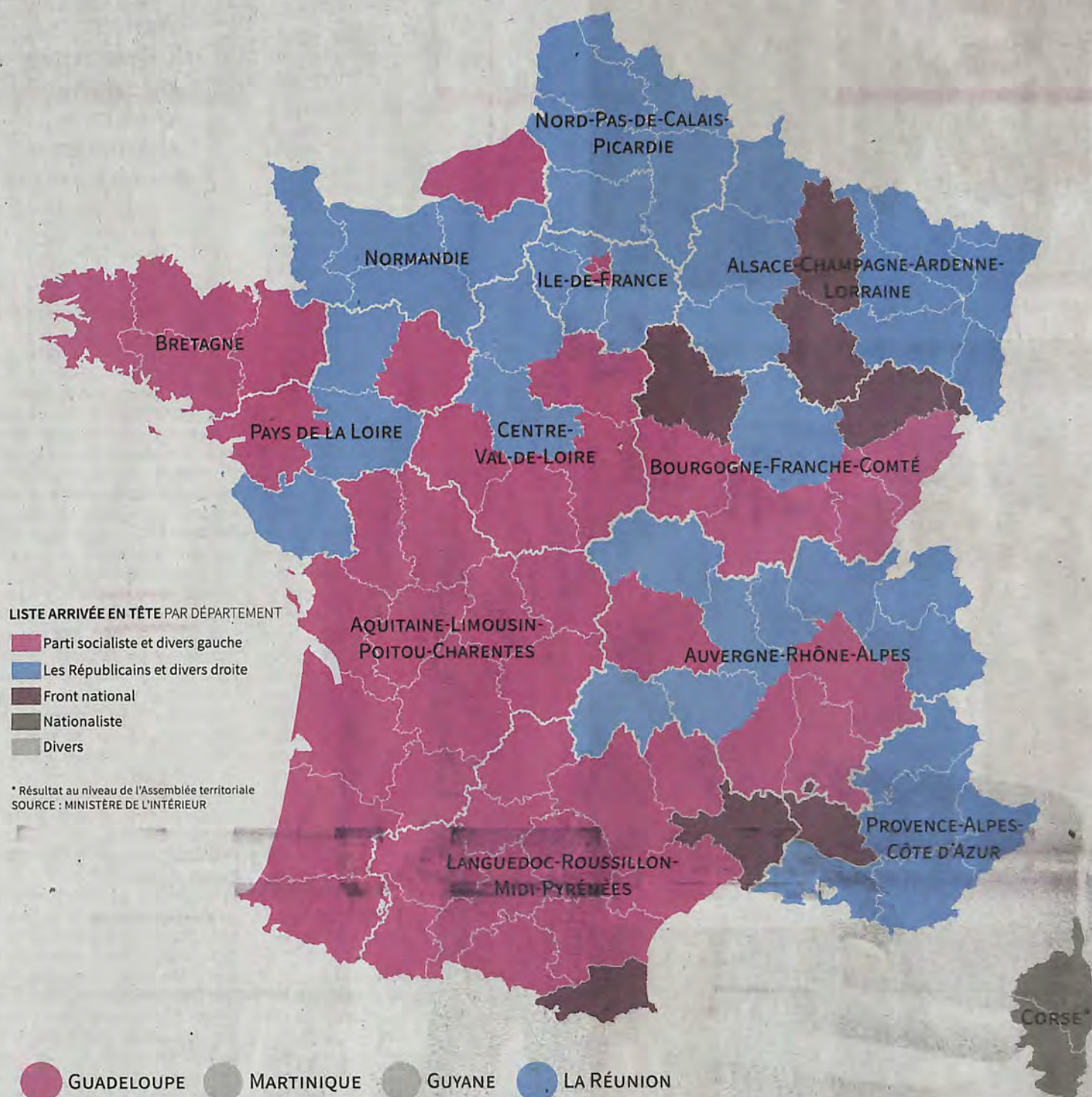
Abstention Les électeurs se sont massivement mobilisés pour un scrutin de cette nature. Globalement, l'abstention entre les deux tours recule de plus de 8,5 points. Le sursaut est donc plus important qu'il ne l'avait été en 2002 (+ 8,11 points), lorsque Jean-Marie Le Pen s'était qualifié pour le second tour de la présidentielle. C'est dire l'ampleur de la mobilisation civique qu'ont suscitée les résultats du premier tour.

C'est en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, où la liste FN était arrivée en tête dimanche 6 décembre avec plus de 10 points d'avance sur celle de la droite et près de 20 points sur celle du PS, qui avait refusé de se retirer, que la hausse de la participation a été la plus importante : elle a atteint 11,11 points. En Bourgogne-Franche-Comté, où le second tour s'annonçait également très serré alors que la liste d'extrême droite était arrivée en tête au premier tour, la participation a enregistré un bond de plus de 10,5 points. Le record a été atteint en Moselle avec un recul de plus de 12 points de l'abstention entre les deux tours.

Bulletins blancs Entre les deux tours, le nombre de bulletins blancs a augmenté de plus de 185 000. C'est dans les deux régions où la gauche avait retiré ses listes, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, laissant en duel la droite et l'extrême droite, que la proportion de bulletins blancs est la plus importante : 4,53 % des votants dans la grande région Nord et 5,41 % dans le Sud-Est, avec une pointe à 9,14 % dans les Hautes-Alpes, ce qui témoigne des résistances d'une partie significative des électeurs de gauche à donner leurs voix à la droite. En Bretagne aussi, les bulletins blancs ont atteint 3,14 % des votants, mais ils s'agissaient plus d'un mouvement de réaction des écologistes et des régionalistes, avec lesquels le chef de file PS, Jean-Yves Le Drian, avait refusé toute fusion ou alliance au second tour.

Front national Avec plus de 6,8 millions de voix recueillies au second tour, le parti d'extrême droite dépasse son record « historique » de 2012 lorsque, au premier tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen avait obtenu plus de 6,4 millions de voix. Un gain de 400 000 voix alors que la participation est inférieure de plus de 20 points. Hormis, en Ile-de-

La gauche en tête dans 45 départements métropolitains, la droite dans 41 et le FN dans 8



LISTE ARRIVÉE EN TÊTE PAR DÉPARTEMENT

- Parti socialiste et divers gauche
- Les Républicains et divers droite
- Front national
- Nationaliste
- Divers

* Résultat au niveau de l'Assemblée territoriale
SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

● GUADELOUPE ● MARTINIQUE ● GUYANE ● LA RÉUNION

France, où il perd près de 60 000 voix et recule de 18,4 % à 14 % des suffrages exprimés, et en Corse, où il essuie un léger repli en voix et en pourcentage (-1,5 point), le Front national enregistre une progression en nombre de voix dans toutes les régions.

Toutefois, son résultat en pourcentage n'évolue guère, il recule même légèrement, de 27,73 % à 27,10 %. Là, contrairement à d'autres scrutins partiels antérieurs, il s'est avéré bien en peine d'élargir son assise entre les deux

tours et semble réellement avoir du mal à franchir le palier auquel il s'était hissé au premier tour. Il obtient son plus haut score en PACA, avec 45,22 % (+ 4,67 points par rapport au premier tour), en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, avec 42,23 % (+ 1,59 point), en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, avec 36,08 % (+ 0,01 point), en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, avec 33,87 % (+ 2,04 points) et en Bourgogne-Franche-Comté, avec 32,44 % (+ 0,96 point). Cependant, alors que les listes FN arri-

vaient en tête au premier tour dans 46 départements, ce n'est plus le cas au second tour que dans 8 départements (Gard, Haute-Marne, Meuse, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Vaucluse, Yonne, Territoire-de-Belfort). Il recueille ses scores les plus élevés dans le Vaucluse (51,28 %), le Var (49,14 %), l'Aisne (46,24 %), le Pas-de-Calais (45,88 %), l'Oise (44,12 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (44,06 %), autant de départements où il était en duel avec la droite au second tour.

Alors qu'elle avait obtenu 118 sièges à l'issue des élections régionales de 2010, la formation lepéniste peut cette fois en revendiquer 358.

Reports gauche-droite Il apparaît, sous réserve d'une analyse plus détaillée, que les reports de voix de la gauche en faveur des listes de droite dans les régions où elle s'était retirée ont été très largement suivis. Certes, une partie de ces électeurs a choisi l'abstention ou le vote blanc. Mais la droite en duel avec l'extrême droite a

C'est dans les deux régions où la gauche avait retiré ses listes que la proportion de bulletins blancs est la plus importante

incontestablement bénéficié du fort sursaut de mobilisation entre les deux tours et d'un report massif des voix de gauche. Ainsi, en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, avec un nombre de suffrages exprimés qui progresse d'environ 170 000, la liste de Xavier Bertrand gagne plus de 830 000 voix. La gauche, au premier tour, en totalisait un peu plus de 630 000.

Le constat est identique en PACA. Le nombre de suffrages exprimés a progressé d'un peu plus de 180 000 entre les deux tours. La liste FN de Marion Maréchal-Le Pen bénéficie en partie du regain de participation et des reports venus d'autres listes de droite ou d'extrême droite en engrangeant plus de 160 000 voix supplémentaires. Cependant, même si, là aussi, on observe une poussée significative des bulletins blancs, la liste de droite conduite par Christian Estrosi enregistre un gain de plus de 550 000 voix quand la gauche, au premier tour, en totalisait un peu plus de 420 000.

Reports gauche-gauche Incontestablement, la discipline républicaine a pleinement joué après les appels à faire barrage à l'extrême droite, en même temps qu'une partie des abstentionnistes du premier tour reprenait le chemin des urnes. En revanche, hormis en Bretagne où Jean-Yves Le Drian bénéficie au second tour d'une exceptionnelle dynamique qui lui permet d'améliorer de 6 points le total des voix de gauche au premier tour, celle-ci semble avoir eu du mal à dépasser ses totalisations du premier tour. Ainsi, la gauche ne progresse en pourcentage qu'en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (+ 4,3 points), en Bourgogne-Franche-Comté (+ 3,1 points) et à un degré moindre en Ile-de-France (+ 2 points). Dans les autres régions métropolitaines, son total du second tour est tout juste équivalent, voire inférieur, à celui du premier tour. Ce qui, compte tenu de l'apport de nouveaux électeurs, marque les limites de l'union des forces de gauche au regard des divergences qui les opposent sur le plan de la politique économique du gouvernement. ■

PATRICK ROGER

A Colombey-les-Deux-Eglises, le second tour annule le premier

Dans le village du général de Gaulle, les électeurs de droite qui s'étaient abstenus le 6 décembre se sont massivement mobilisés dimanche

COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES
(HAUTE-MARNE) - envoyée spéciale

A Colombey-les-Deux-Eglises, savoir dire non, c'est un peu la spécialité locale. Le vice-président du Front national, Florian Philippot, qui aime se présenter comme un héritier du gaullisme, aurait dû s'en souvenir. Dimanche 13 décembre, les habitants du village de Haute-Marne et des sept petites communes alentour qui partagent le même bureau de vote ont infligé un camouflet au candidat de l'extrême droite à la présidence de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Alors qu'il avait viré en tête

au premier tour avec 42,72 % des suffrages contre 39,16 % pour Philippe Richert (Union de la droite), le conseiller de Marine Le Pen n'a recueilli, une semaine plus tard, que 39,42 % des voix, loin derrière son adversaire (54,23 %).

Il faisait grand soleil sur Colombey, dimanche. Les 4 x 4 noirs des chasseurs avaient pris la route de la forêt des Dhuits tôt le matin, mais ce beau temps n'a pas empêché les électeurs de se mobiliser : la participation est passée de 60,14 % à 70,49 % entre les deux scrutins. Philippe Richert a quasiment fait le plein de ce sursaut citoyen. C'est une évidence si l'on ne prend en compte que les votants

de Colombey-les-Deux-Eglises : au premier tour 59 bulletins pour Philippe Richert, 57 pour Florian Philippot. Au second, 107 contre 59, un résultat sans appel.

« Une conduite à tenir »

« Non mais vous imaginez, si Philippot était passé, on aurait eu l'air de quoi ? Laisser Colombey devenir une commune de fachos, ce n'était pas imaginable. Enfin, faut pas oublier l'OAS quand même, l'extrême droite a failli nous tuer le général », s'énerve une commerçante que les résultats définitifs ne semblent toujours pas rassurer.

La veille, il faut dire que l'atmosphère était lourde dans le village.

Les pro-FN avaient plastronné entre les deux tours. Peut-être un peu trop, à l'instar de ce récoltant, Christian Péligré, dont les vignobles sont situés au pied de la croix de Lorraine. L'homme avait promis d'ouvrir un jéroboam si Florian Philippot gagnait. L'invitation avait même fait l'objet d'un reportage diffusé jeudi 10 décembre sur France 3 Champagne-Ardenne au JT de 19 heures, que beaucoup aiment regarder pendant le dîner. Rien de tel pour délier les langues extrêmes à quelques heures du scrutin final : « Gauche et droite, c'est tout pour eux et rien pour nous. François Hollande, il a jamais rien produit

de sa vie, même pas une patate. Je ne suis pas sûr qu'il sache nourrir un poisson rouge. Bien sûr que je vote Philippot pour leur donner une bonne claque et qu'enfin ils se bougent le cul », pestait ainsi, samedi soir, un quadragénaire du cru.

Le Front national s'enracine depuis plusieurs années sur les terres de Haute-Marne, l'un des départements les moins peuplés de France, avec 180 000 habitants, et qui en perd 1 000 chaque année. Le métallurgie et la filière bois ont subi des saignées à répétition. Les fermes d'élevage ont fait place à de grandes exploitations agricoles robotisées. L'emploi se fait rare.

Pas d'université. Pas de grande entreprise de renom. Les jeunes partent faire des études ailleurs et ne reviennent pas. La population compte beaucoup de retraités aux faibles revenus, qui parlent d'insécurité chronique quand les cambriolages se comptent sur les doigts de la main chaque année.

Ce sentiment d'abandon se traduit de plus en plus dans les urnes. Le maire, Pascal Babouot (sans étiquette), le comprend mais le regrette car, pour lui, « à Colombey-les-Deux-Eglises, il est une conduite à tenir ». Le score du second tour montre qu'il n'était pas le seul à le penser. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET



Xavier Bertrand au Palais Fervaques à Saint-Quentin, après sa victoire dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le 13 décembre. OLIVIER TOURON / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



Valérie Pécresse fêtant sa victoire dans un café à Paris, et Nicolas Sarkozy au siège parisien de LR le 13 décembre.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE » ET ALAIN JOCARD/APP

A droite, la primaire pour la présidentielle commence maintenant

En gagnant sept régions, le parti Les Républicains remporte ce scrutin. Ce succès n'efface pas celui du FN, qui lui dispute la place de leader de l'opposition

La droite a retrouvé le sourire au soir du second tour des élections régionales, dimanche 13 décembre. Après la contre-performance du premier tour, où Les Républicains (LR) avaient été devancés par le Front national et n'étaient arrivés en tête que dans quatre régions, le parti de Nicolas Sarkozy - allié aux centristes de l'UDI et du MoDem - l'a finalement emporté dans sept régions, alors que le PS ne s'impose que dans cinq.

LR, qui dispute au FN le titre de premier parti d'opposition, est parvenu à l'emporter face au parti d'extrême droite dans les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), en profitant du retrait de la gauche au second tour, et en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Outre les Pays de la Loire et la Normandie, la droite a surtout conquis les deux plus grandes régions : l'Île-de-France, gérée par la gauche depuis dix-sept ans, et Auvergne-Rhône-Alpes.

Au siège parisien de LR, le soulagement dominait dimanche soir chez Nicolas Sarkozy, dont le leadership et la capacité à contrer le FN ont été remis en question en interne au lendemain du premier tour. « Je veux remercier les millions d'électeurs qui se sont portés au premier tour et bien plus encore au second sur les listes des Républicains et du centre », a-t-il déclaré, sans faire preuve de triompha-

lisme. Celui-ci sait qu'il n'a pas à fanfaronner après cette victoire en trompe l'œil.

C'est que le résultat n'est pas à la hauteur de la vague bleue espérée. Après avoir mené son camp à la victoire aux départementales, en mars, M. Sarkozy tablait sur un gain de dix régions. Et se voyait déjà capitaliser sur le triomphe de ses troupes pour s'imposer lors de la primaire à droite avant la présidentielle de 2017. Or, le FN a gâché ses plans en arrivant en tête du premier tour, ce qui a cassé la posture de « meilleur rempart au FN » que l'ex-chef de l'Etat revendiquait depuis son retour en politique, à l'automne 2014. Autre nuage dans le ciel de l'ex-UMP : la progression du FN se confirme dans les urnes au second tour. Certes, le parti lepéniste s'est révélé incapable de gagner la moindre région, mais il a réalisé un nouveau record national de voix. Plus grave pour LR, dans l'optique de 2017 : ce scrutin a confirmé qu'une part de l'électorat de la droite était prête à basculer au Front national.

Un succès relatif

Il n'empêche : le succès relatif de ses troupes offre au président du parti un peu de répit, alors que ses rivaux comptaient ouvrir son procès en cas de contre-performance. Pour ses partisans, pas de doute : M. Sarkozy sort renforcé de ce scrutin de tous les dangers. « C'est un beau succès. Certes, on gagne le

Nord et la PACA en partie grâce au retrait de la gauche, mais on l'emporte de manière éclatante dans des triangulaires », fait valoir le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti.

Mais les rivaux de l'ex-chef de l'Etat ne font pas la même lecture du scrutin. Pour eux, le succès apparent du parti ne doit pas faire oublier le coup de tonnerre du premier tour. « Nous devons mainte-

nant tirer les leçons de ce scrutin dont le premier tour a mis en évidence la défiance d'un grand nombre de nos concitoyens envers les partis qui gouvernent ou ont gouverné la France. Nous avons tous un devoir de lucidité », a prévenu Alain Juppé. S'inscrivant sans attendre dans la perspective de la présidentielle, le principal rival de M. Sarkozy pour la primaire de novembre 2016 a affirmé sa « détermination » à trouver « les bonnes réponses aux véritables attentes des Français ». Pour son entourage, pas question d'attribuer la victoire à M. Sarkozy. « Il fut un temps où la droite aurait été considérée comme une alternance mécanique face à un pouvoir discrédité. Ce n'est pas le cas et il n'est pas interdit de se demander pourquoi », appuie Gilles Boyer, directeur de campagne du maire de Bordeaux.

En revanche, M. Juppé, qui avait exigé l'ouverture d'un débat sur la ligne idéologique du parti, s'est ravisi. Il juge désormais « vain » de savoir si le positionnement de son parti « a été trop à droite ou pas assez, trop au centre ou pas assez ». Une position surprenante de la part de celui qui a répété vouloir

Ce scrutin a confirmé qu'une part de l'électorat de la droite était prête à basculer au FN

mettre en accusation la ligne droite de M. Sarkozy. Pour les partisans de l'ex-chef de l'Etat, les résultats du second tour ont le mérite de clore le débat, en démontrant que les électeurs adhèrent davantage à une ligne à droite toute. Ce qui reste à démontrer, tant les ressorts de cette élection se sont révélés complexes en fonction des régions.

« Dernier avertissement »

Autre candidat déclaré à la primaire, François Fillon a estimé que les régionales constituaient « le dernier avertissement avant 2017 ». Lui aussi a appelé à relativiser la victoire de son camp, en appelant à ne pas oublier le traumatisme provoqué par la poussée du FN. « Ce sursaut est un réconfort mais il n'efface pas le 6 décembre, qui reste

le véritable baromètre de l'état du pays », juge le député de Paris. Pour lui, « la montée du FN prive l'opposition de la nette victoire qu'appelaient l'échec de François Hollande et de sa majorité ».

Encore plus direct, Xavier Bertrand a dénié à M. Sarkozy la possibilité de revendiquer le succès de ses troupes. « Nul ne peut se prévaloir de cette victoire ! », a tonné le candidat victorieux en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, rappelant que les résultats du premier tour avaient claqué comme « un dernier coup de tonnerre avant que le FN ne prenne le pouvoir ». Chez les quadras, Bruno Le Maire a réitéré sa volonté d'incarner « le renouveau », en estimant que la droite avait besoin de « visages nouveaux ». Numéro deux du parti, Nathalie Kosciusko-Morizet s'est elle démarquée, en critiquant de nouveau le « ni PS ni FN » porté par M. Sarkozy.

Pour leur couper l'herbe sous le pied, l'ancien chef de l'Etat s'est posé en rassembleur et a appelé ses concurrents à serrer les rangs derrière lui. « L'unité et l'union ne peuvent pas être de circonstance mais doivent traduire la volonté déterminée de tous les responsables

Maigre bilan pour les centristes alliés aux Républicains

AVANT L'ÉTÉ, quand le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, avait conclu l'accord national entre son parti et Les Républicains (LR) pour les élections régionales, les centristes nourrissaient de grands espoirs pour ce scrutin. Leurs trois têtes de liste en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val-de-Loire et en Normandie, disposaient de régions gagnables et semblaient en bonne position pour l'emporter.

Au final, le bilan est maigre. Al'issue du second tour des régionales, dimanche 13 décembre, seul Hervé Morin a réussi à l'emporter en Normandie, en s'imposant sur le fil avec 36,43 % des suffrages, contre 36,08 % pour son concurrent socialiste. En revanche, Philippe Vigier s'est incliné en Centre-Val-de-Loire. Le président du groupe UDI de l'Assemblée a totalisé 34,58 % des voix contre 35,43 % au président PS sortant François Bonneau. Le député UDI, François Sauvadet, a connu la même mésaventure en Bourgogne-Franche-Comté. Avec 32,89 %, l'ex-ministre a échoué face à la présidente sortante

PS, Marie-Guite Dufay, qui l'a emporté avec 34,68 %.

A l'issue du premier tour, où ses protégés avaient réalisé des scores décevants, M. Lagarde tentait de relativiser la contre-performance en soulignant que les candidats LR avaient eux aussi obtenu des scores inférieurs à ceux espérés. Mais, à l'issue du second, l'argument ne vaut plus : six têtes de liste issues du parti de M. Sarkozy l'ont emporté, contre une seule venue des rangs centristes. « Et encore, Hervé Morin a gagné avec une ligne à droite toute. La nôtre », soulignait-on dans l'entourage de M. Sarkozy, en rappelant que l'ex-ministre de la défense a mobilisé l'électorat conservateur avec un discours axé sur « l'identité nationale ». Les centristes de l'UDI et du MoDem étaient alliés partout avec LR, à la seule exception de la Bourgogne-Franche-Comté, où la formation de François Bayrou est partie seule.

L'obtention de trois têtes de liste UDI au total avait été le fruit d'une négociation serrée en juin entre MM. Lagarde et Sarkozy. Cer-

tains membres de LR - tel l'ex-président de l'UMP, Jean-François Copé - trouvaient même l'accord trop généreux pour les centristes au regard du nombre global de régions que la droite espérait conquérir.

« Nous sommes ensemble »

M. Sarkozy craignait que les résultats de son propre parti ne soient présentés séparément de ceux de l'UDI, ce qui aurait minimisé la portée du score de l'alliance. Pour l'éviter, il soulignait la nécessité de lire les résultats en totalisant les régions gagnées par la droite et le centre. « Cela n'a pas d'importance de savoir si tu es UDI ou si tu es Républicain. Nous sommes ensemble », avait-il lancé à M. Morin, lors d'un meeting commun à Rouen, le 30 novembre. Prochaine échéance pour l'UDI : choisir de participer ou non à la primaire de la droite et du centre organisée en vue de 2017. Les adhérents du parti centriste trancheront en mars prochain. ■